



Deux ans de Nicolas Sarkozy

l'échec

Le Président de la baisse du pouvoir d'achat

La promesse

« Je veux être le Président de l'augmentation du pouvoir d'achat » (14 janvier 2007)

Les erreurs

- Dans un contexte de forte hausse des prix à la consommation (les prix de biens courants ont connu des hausses allant de +5% à +48% entre fin 2007 et mi 2008), le gouvernement a refusé tout coup de pouce au SMIC. Il a systématiquement refusé toute mesure en faveur de la hausse des salaires. Mécaniquement, cela a réduit le pouvoir d'achat des Français.
- M. Sarkozy se targuait de faire baisser les prix dans la grande distribution. Ce fut un des objectifs de la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008. Mais cette loi mal conçue a permis à la grande distribution française de conforter les situations oligopolistiques au lieu de les réduire. Le poids des intérêts de quelques-uns – les grands distributeurs – l'a emporté sur l'intérêt général. Même la crise mondiale n'a pas entraîné, pour l'instant, de réelle inversion de tendance sur les prix des biens courants.
- Aucune mesure n'a été prise pour que la baisse des cours mondiaux de l'énergie (notamment du pétrole) soit répercutée au consommateur.

Les résultats

- Le salaire médian est resté stable autour de 1500 euros dans un contexte d'augmentation forte des prix à la consommation.
- Conséquence : le pouvoir d'achat effectif a diminué de 0,5% en 2008 et devrait se contracter de 1% en 2009 (source : Institut National de la Consommation, baromètre Cetelem).
- Alors que le cours du pétrole a été quasiment divisé par trois depuis juin 2008, le prix de l'essence à la pompe a baissé d'à peine 25%. Résultat : il reste supérieur au prix de 2007.
- 7,3% des Français vivent sous le seuil de pauvreté en 2008, en augmentation par rapport à 7,1% fin 2006.

Les socialistes proposent

- **Le versement d'une aide d'urgence de 500 euros à tous les bénéficiaires de la prime pour l'emploi et des minima sociaux.**
- **Une revalorisation immédiate du SMIC de 3% pour relancer le pouvoir d'achat et la consommation.**
- **Afin de garantir une progression rapide et durable de tous les salaires, la soumission du maintien des exonérations de cotisations sociales à la conclusion effective d'accords salariaux annuels, qui devront intervenir cette année avant le 1^{er} septembre.**

La France en crise dès début 2008, avant même la crise mondiale

Les promesses

« J'irai chercher la croissance avec les dents. »

**« J'ai voulu dès le début de l'été faire voter le paquet fiscal pour créer un choc de confiance. »
(30 août 2007)**

La réalité

En France, la crise économique a commencé avant la crise mondiale. C'est le « choc de défiance » lié aux premières mesures de N. Sarkozy.

- Alors que la crise financière mondiale produit ses effets sur l'économie réelle à partir de l'automne 2008, le PIB de la France régresse de -0,3% dès avril-juin 2008.

- La consommation est en recul dès janvier-mars 2008 (-0,1%).

- L'emploi salarié diminue dès avril-juin 2008 (-0,2%, soit 35 000 emplois détruits).

- Quant à l'emploi industriel, il diminue continûment de juin 2007 à juin 2008 avec une baisse totale de 1,3%. La désindustrialisation est bien là.

- Dès 2008, le déficit du commerce extérieur bat des records (plus de 50 milliards par an), alors que l'Allemagne, qui dispose pourtant de la même monnaie, engrange un excédent de près de 180 milliards.

Les causes

- Tout a commencé, dès juillet 2007, avec le « paquet fiscal » et ses 15 milliards d'euros de dépenses inutiles. N. Sarkozy gaspille ses marges de manœuvre budgétaires et renonce à utiliser l'outil budgétaire pour préparer l'avenir.

- La défiscalisation des heures supplémentaires ne crée pas un seul emploi, n'entraîne aucune hausse du pouvoir d'achat, mais coûte plus de 6 milliards au budget de l'Etat. Elle crée simplement un effet d'aubaine qui permet aux entreprises d'utiliser le dispositif des heures supplémentaires pour payer moins d'impôts. C'est simplement devenu une machine à diminuer la pression fiscale.

- Il a cassé la confiance. Dès janvier 2008, une majorité de Français ne fait plus confiance à N. Sarkozy (voir par exemple le sondage CSA/Le Parisien du 6 janvier 2008). C'est aussi cela le choc de la défiance. Face à un Président qui s'agite, la confiance s'envole, la consommation s'étiolle ainsi que la croissance.

Décryptage : l'idéologie libérale de N. Sarkozy est celle qui a provoqué la crise.

C'est une idéologie qui considère :

- qu'il faut favoriser l'enrichissement des plus riches et la course sans fin vers des revenus et des patrimoines toujours plus élevés. C'était le but du « paquet fiscal » qui a institué le « bouclier fiscal » et quasiment supprimé les droits de succession au profit d'une société de la rente.

- qu'il faut favoriser l'endettement, d'où la proposition de créer des crédits « subprimes » à la Française en 2007, proposition que N. Sarkozy n'a pas eu le temps de mettre en œuvre.

- que la flexibilité est la clef de la croissance (cf. infra), ce qui conduit tout droit à la précarisation de la société.

- qu'il faut démanteler l'Etat providence au profit d'une approche purement individuelle. «*Les réformes réalisées dans le domaine économique et social ont essentiellement servi des intérêts particuliers aux dépens de l'intérêt général tout en menaçant la pérennité de notre Etat-providence.*» (Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Les réformes ratées du Président Sarkozy*, Paris, Flammarion, 2009)

Dans les pays où la crise a été la plus forte, c'est cette idéologie qui a conduit à la diminution des revenus des classes moyennes et populaires, qui a provoqué la bulle de l'endettement et la crise financière.

Pas étonnant que M. Sarkozy n'ait rien vu venir et, qu'une fois la crise venue, il se soit révélé incapable de tirer les conséquences du séisme qui venait remettre en cause son propre système.

N. Sarkozy représente une droite déphasée et décalée. Il a beau affirmer qu'il faut réformer le système (à Toulon en septembre 2008 ou lors du G20 en septembre 2009), on ne trouve rien dans ses actes qui permette de confirmer ses paroles (cf. infra).

Face à la crise, la vantardise. Mais toujours pas de vrai plan de relance

Les promesses

« Nous voulons surmonter la crise, pas la subir. »

« L'Etat est prêt à tout faire pour sauver l'industrie automobile qui emploie 10% de la population active française. » (Discours de Douai, 4 décembre 2008)

La réalité

- Le plan de relance de N. Sarkozy est tragiquement insuffisant. En crédits réels, c'est-à-dire en argent frais réellement injecté dans l'économie, il représente moins de 10 milliards d'euros, alors que toutes les institutions internationales recommandent de consacrer au moins 40 milliards d'euros.

- Au plan de la consommation, il atteint, tout juste les 2,1 milliards après les annonces du 18 février. Sans la mobilisation unitaire et intersyndicale du 29 janvier, il ne se serait rien passé.

- Le gouvernement a consacré 360 milliards d'euros pour aider les banques, mais sans aucune contrepartie précise concernant la distribution du crédit, les rémunérations des dirigeants ou les relations avec les paradis fiscaux. Le message est clair : vous pouvez recommencer comme avant. Si les pertes sont nationalisées, les profits resteront privés !

- Concernant le soutien à l'industrie, et notamment à l'industrie automobile, si les grands groupes ont été aidés, les PME de la filière ont été oubliées (5% de l'enveloppe). M. Sarkozy promettait d'exiger des industriels des contreparties en termes de maintien de l'emploi. Mais son gouvernement, pour éviter les foudres de la Commission européenne, a fait savoir discrètement qu'il ne s'agissait que d'engagements moraux...

Les résultats

- Le plan de relance français a un impact total qui devrait être de 0,8% du PIB, bien loin des 2 à 3% recommandés par le FMI ou l'OCDE.

- Après une croissance très faible de 0,7% en 2008, le PIB va probablement diminuer de 3% en 2009, malgré les dénégations du gouvernement.

- Pour 2010, les prévisions de croissance s'établissent à +0,2% alors que le seuil de création d'emplois est de 1,5%. La situation du chômage restera donc durablement catastrophique.

Les socialistes proposent

- Un plan de relance de 50 milliards d'euros, massif et équilibré entre l'appui à l'investissement et le soutien à la consommation.

- Une baisse de 1 point du taux de TVA pour relancer la consommation et soutenir la trésorerie des entreprises.

- Un investissement massif dans la croissance verte pour relancer l'activité et préparer l'avenir.

Décryptage : si la France s'en sort mieux que ses voisins, c'est malgré N. Sarkozy

Par rapport à la moyenne européenne, la France s'en sort légèrement mieux (recul de 3% de l'activité contre -4,2% pour la zone euro). Comme l'ont montré le FMI et l'OCDE, cette situation s'explique par le rôle des « stabilisateurs automatiques » qui sont chez nous plus importants qu'ailleurs : les dépenses sociales et les minima sociaux amortissent immédiatement la crise et l'emploi public important constitue un frein à la baisse de la consommation.

Or, ces « stabilisateurs » ont été systématiquement attaqués par N. Sarkozy, tout à son idéologie libérale : réduction des dépenses sociales et de l'emploi public, réduction du périmètre de l'Etat.

Autrement dit, si M. Sarkozy avait eu quelques années de plus pour aller jusqu'au bout de sa casse sociale, nous serions aujourd'hui dans une situation beaucoup plus grave face à la crise. Décidément, un président totalement décalé !

Face au chômage et aux licenciements : des mesures à contre-emploi

La promesse

«Je m'engage à ramener en cinq ans le chômage à 5% avec une moyenne du chômage ramenée à cinq mois, car je suis persuadé que le plein emploi est applicable. » (avril 2007)

La situation

- Sur les six derniers mois, le chômage a progressé de plus de 60 000 personnes par mois, soit 400 000 au total.
- Après les 100 000 destructions d'emplois en France en 2008, l'OFCE prévoit 800 000 pertes d'emplois d'ici 2010, soit la plus forte progression de chômage observée depuis 25 ans. Le taux de chômage en France devrait ainsi atteindre les 9,9% à la fin 2009 et 10,7% à la fin 2010, contre 7,8% fin 2008.
- Le chômage des jeunes a bondi de 35%, ce qui en fait un des plus mauvais chiffres de l'Union européenne.
- La précarité explose : deux embauches sur trois le sont à titre précaire, sous forme de CDD, d'intérim, d'intermittence ou de temps partiel subi.

Les erreurs

- Le développement des heures supplémentaires a conduit les employeurs à sacrifier les embauches. Entre 2008 et 2009, le nombre d'heures supplémentaires déclarées est passé de 145 à 184 millions, soit une progression de 28%, alors que l'activité générale s'est effondrée. Ce dispositif a été utilisé pour remplacer les départs à la retraite ou volontaires, pour ne pas renouveler les CDD, voire pour permettre à l'entreprise de licencier et de demander aux salariés restants une augmentation de la charge de travail. Ces 40 millions d'heures supplémentaires en plus correspondent à l'équivalent de 90 000 postes de travail à temps plein. Le contribuable paye donc pour détruire des emplois.
- Depuis 2007, M. Sarkozy a drastiquement réduit les contrats aidés qui permettent le maintien ou le retour dans l'emploi : 600 millions d'euros en moins pour les Contrats d'accompagnement dans l'emploi et les Contrats d'avenir, 200 millions en moins pour les contrats de professionnalisation.
- La logique de M. Sarkozy est celle de la flexibilité, comme il l'avait exprimé en avril 2006 : « *il faut expliquer que la flexibilité peut être une chance* ». Résultat : au lieu de rendre les licenciements plus difficiles, ce qui est indispensable pour préserver l'emploi, le gouvernement fait l'inverse. Il flexibilise !
- L'introduction de la « rupture conventionnelle » est l'exemple type de cette logique. Issu de l'accord du 11 Janvier 2008 sur la « modernisation du marché du travail », ce mécanisme facilite les licenciements. Aujourd'hui, il est utilisé notamment pour faire partir à la retraite plus tôt des salariés âgés aux frais des Assedic. De manière totalement contreproductive, il aboutit à aggraver le problème de sous-emploi des salariés de plus de 55 ans.
- En octobre 2008, N. Sarkozy a annoncé sa volonté de faciliter le recours aux CDD au détriment des CDI. C'est la logique de la précarisation maximale.
- Le gouvernement compte beaucoup sur le RSA pour ramener vers l'emploi les chômeurs peu qualifiés. Mais les premières études (notamment celle de la DARES) montrent que, faute de financements suffisants, le RSA ne sera pas réellement incitatif. Et il est porteur de nombreux risques : trappe à bas salaire, temps partiel subi...

Les socialistes proposent

- Exiger le remboursement par les entreprises qui licencient de toutes les aides publiques perçues dans les cinq dernières années.
- L'obligation pour les entreprises bénéficiaires qui licencient de verser l'équivalent de 80% du salaire brut pendant deux ans pour permettre le reclassement et la réindustrialisation.
- Pendant la crise, l'indemnisation des chômeurs à 80% du salaire brut.
- La création de 100 000 emplois aidés supplémentaires.

Rémunérations excessives : les patrons peuvent dormir tranquilles

Les promesses

« Si je suis élu président de la République, je ferai voter dès l'été 2007 une loi qui interdira la pratique détestable des golden parachutes. » (Marseille, 19 avril 2007)

« Je n'hésite d'ailleurs pas à dire que les modes de rémunération des dirigeants et des opérateurs doivent être désormais encadrés. Il y a eu trop d'abus, il y a eu trop de scandales. Alors ou bien les professionnels se mettent d'accord sur des pratiques acceptables, ou bien le gouvernement de la République réglera le problème par la loi avant la fin de l'année. » (Toulon, 25 septembre 2008)

La réalité

- En dépit de promesses réitérées, le gouvernement n'a pris aucune mesure contraignante visant à limiter les rémunérations excessives des dirigeants d'entreprise.

- Il s'est contenté d'un décret sans effet sur les rémunérations des patrons des entreprises aidées, décret sans réelle valeur juridique, puisqu'il requiert qu'un avenant soit signé entre les entreprises concernées et l'Etat (6 banques et 2 constructeurs automobiles).

- Résultat : rien ne va changer. En 2008, les grands dirigeants français ont, en moyenne, gagné 4,7 millions d'euros, soit 297 années de SMIC. C'est une baisse de 15% par rapport à 2007, mais cette diminution reste inférieure à la réduction des profits (-22%) ou au plongeon (-43%) des cours de bourses. Alors que l'économie dévisse, les rémunérations des patrons résistent.

Les socialistes proposent

- Le plafonnement des rémunérations de patrons des entreprises aidées à 25 fois le SMIC.
- L'interdiction des stock-options et des actions gratuites, sauf dans les jeunes entreprises.
- Le plafonnement de la part variable du salaire qui ne pourra dépasser la part fixe.
- Une surveillance plus étroite de la part des actionnaires.

La réforme enterrée du capitalisme financier

Les promesses

«J'ai confiance dans notre capacité à refonder le capitalisme. Quand la situation économique mondiale redeviendra meilleure – et elle redeviendra meilleure ! – nous en verrons tous les fruits sur l'équilibre de nos finances, sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat et sur le bien-être de chacun.» (Toulon, septembre 2008)

La réalité

- En France, alors qu'il en aurait le pouvoir, le gouvernement n'a pas pris la moindre mesure pour réformer les pratiques financières. Il aurait été simple d'exiger des banques qui ont été aidées par l'Etat qu'elles cessent toute relation avec les paradis fiscaux. N. Sarkozy l'a refusé.
- N. Sarkozy s'est beaucoup félicité des résultats du G20. Mais quand on regarde le détail, le seul résultat concret, ce sont les crédits supplémentaires pour le FMI (1100 milliards d'euros). La réforme du système financier est suspendue à de nouvelles négociations que de nombreux pays ne souhaitent pas voir aboutir.
- En clair, quand M. Sarkozy peut faire – en France – il ne fait rien. Par contre, il demande des réformes au G20, alors que les chances d'aboutir sont minces.

Une fiscalité injuste et une explosion de la dette improductive

Les promesses

« Je n'augmenterai pas les impôts, mais au contraire ferai tout pour les baisser. »

« La maîtrise de nos finances publiques est un impératif moral autant que financier. » (projet présidentiel)

Les erreurs

Sans doute fallait-il entendre : baisser les impôts pour les plus riches.

- Le « bouclier fiscal » permet, chaque année, de restituer près de 500 millions d'euros aux quelque 1 000 contribuables les plus fortunés pour un montant moyen de 368 000 euros par personne. Les 100 plus gros contribuables ont touché en moyenne un chèque de 1,5 millions d'euros.

- Au-delà de l'indécence des chiffres, il y a surtout un procédé inacceptable : celui qui consiste à interdire d'utiliser la fiscalité comme un instrument de redistribution.

- Le dispositif du « paquet fiscal » constitue la marque de fabrique du pouvoir, son « péché originel ». Il incarne l'injustice, la priorité accordée à la rente au détriment du travail, la déperdition d'emplois et la multiplication des effets d'aubaine, l'amputation initiale des marges de manœuvre pour des raisons clientélistes.

- L'injustice sociale et fiscale, s'exprime aussi à travers le développement des niches de toutes sortes (exonérations, crédits d'impôts, dérogations, etc.). Les niches fiscales représentaient plus de 70 milliards en 2008. Elles ont progressé de 30 % depuis 2005. Elles conduisent à un vrai contournement de l'impôt sur le revenu et de sa progressivité, au profit des plus favorisés et au détriment des politiques publiques.

- La réduction des droits de succession conforte la rente au détriment du travail et de l'innovation.

- Quant aux niches sociales, elles atteignent au moins 40 milliards pour des résultats minimes pour l'emploi.

Les résultats

- Le déficit public a largement franchi la barre des 3 % (3,4 %) du PIB en 2008, en dépit des prévisions budgétaires totalement frelatées. Il pourrait dépasser les 6 % du PIB, en 2009, si l'on intègre les chiffres du budget de l'État, de la Sécurité Sociale et des Collectivités Territoriales. Le déficit de l'État atteindrait, à lui seul, le cap des 100 milliards, soit 5 % environ du PIB.

- La dette sociale cumulée correspondra à 120 milliards fin 2009, en raison notamment du recul de l'emploi.

- La charge annuelle de la dette de l'État devient le deuxième poste budgétaire. L'endettement public cumulé frôle déjà les 68 % du PIB et pourrait dépasser les 75 % au début de la prochaine décennie. L'altération de la signature de la France est possible, et avec elle, de nouvelles tensions sur les taux d'intérêt.

- Il s'agit de déficits et d'endettements passifs et subis qui ne correspondent à aucune dynamique économique, à aucune relance, à aucun volontarisme, en dépit des gesticulations du pouvoir.

Les conséquences

La situation budgétaire de la France n'est pas viable. Un redémarrage modéré de la croissance en 2010, ce qui est le plus probable, ne permettra pas d'éponger l'énorme dette accumulée.

Comme la Banque centrale européenne (BCE) n'autorisera pas de hausse de l'inflation, la hausse des impôts pour tous les Français risque d'être la conséquence.

Les socialistes proposent

- L'abrogation immédiate du « bouclier fiscal ».
- Le rétablissement de la progressivité de l'impôt sur le revenu avec la création de nouvelles tranches pour les revenus supérieurs à 100 000 euros.
- La responsabilisation des entreprises en accroissant la fiscalité sur les bénéfices des entreprises qui n'investissent pas suffisamment ou qui versent des rémunérations excessives.
- Le développement de la fiscalité écologique pour accélérer la mutation de notre économie vers un modèle durable et dégager des ressources fiscales.

La santé : payer plus pour moins se soigner

La promesse

« Je veux que nous préservions l'excellence de notre système de santé, qui est l'un des meilleurs du monde. » (Projet présidentiel)

La réalité

- Les taxes médicales (pudiquement appelées « franchises médicales » par N. Sarkozy) mettent directement en cause le principe d'une protection sociale solidaire. Elles sont inefficaces, injustes, absurdes au regard de ce que devrait être une politique de prévention et de santé publique. Elles reviennent à faire financer la prise en charge des malades les plus graves par les autres malades.
- À cette mesure, s'ajoutent les déremboursements, et l'explosion des dépassements d'honoraires (2 milliards en 2007).
- L'inégalité d'accès aux soins est telle que 15 % de la population renonce à se soigner, faute de moyens financiers, quand près de 40 % retarde le moment de le faire.
- L'hôpital public est asphyxié financièrement. Près de 20 000 postes publics sont directement menacés au mépris des besoins des patients et des personnels. Le projet de loi « Hôpital Patients Santé Territoire » propose de transformer le service public hospitalier en une entreprise comme une autre, soumise à un impératif de rendement contradictoire avec ses missions de service public.

Les socialistes proposent

- **Un moratoire sur les suppressions de postes dans l'hôpital public et un plan de rattrapage pour permettre à notre hôpital de remplir ses missions de service public.**
- **Un plan de lutte contre les déserts médicaux pour assurer la présence des médecins sur tout le territoire, avec des mesures contraignantes.**

L'École sacrifiée : vers un système super-inégalitaire

Les promesses

« L'égalité réelle des chances, c'est d'abord par l'école qu'elle passe. » (17 décembre 2008)

« Il faut d'abord que nos enseignants exercent leur métier dans de bonnes conditions. Ils sont la clé de la réussite de tous les élèves. »

La réalité

- Avec la droite, de 2002 à 2009 le budget du ministère de l'éducation nationale, hors pensions, est passé de 44,6 à 40,2 milliards en euros constants, soit une baisse de 9,87%.
- Le principe du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite conduit à un plan social massif. L'Éducation nationale est directement visée alors qu'elle devrait être une priorité de la nation. Les suppressions de postes vont atteindre 60 000 en six ans. En 2009, en pleine crise, la réduction prévue est de 13 500 postes.
- L'école est attaquée de tous les côtés : appauvrissement des programmes de l'école primaire, bouleversements non concertés des rythmes scolaires, réforme précipitée du lycée et de la voie professionnelle, imposition aux mairies d'un accueil des élèves en cas de grève. Ce sont autant de décisions lourdes de conséquences qui placent délibérément au second plan les besoins réels du système éducatif.
- Avec la réduction du nombre de professeurs, c'est l'encadrement des élèves qui est réduit. Résultat : les familles doivent avoir de plus en plus recours au soutien scolaire payant, ce qui renforce les inégalités. Les enfants des milieux aisés y ont accès. Pas les autres.
- La suppression de 1 500 postes d'enseignants spécialisés dans l'accompagnement et le soutien des élèves en difficulté (RASED) représente une régression très forte dans la prise en charge des élèves en grande difficulté.
- Le gouvernement a annoncé en février 2008 la création d'un fonds spécifique pour aider les écoles privées. Cela traduit la volonté du gouvernement de faciliter l'ouverture d'écoles communautaires.
- A l'inverse, le gouvernement Sarkozy-Fillon a amputé à hauteur de 15 % les crédits dédiés aux associations de jeunesse et d'éducation populaire. Il a fortement diminué le soutien aux actions consacrées à la transmission des savoirs et à la démocratisation de la culture.
- Avec la suppression totale de la carte scolaire annoncée pour 2010, la mixité à l'école pourrait bientôt ne plus être qu'un souvenir. Un rapport, interdit de publication, de deux inspecteurs généraux de l'Éducation nationale, montre que cette suppression a renforcé la ségrégation sociale. Les meilleurs établissements ont reçu moins d'élèves provenant de milieux défavorisés et, inversement, les établissements les moins réputés se sont ghettoïsés. La politique de M. Sarkozy aboutit à mettre en place une éducation à deux vitesses : une pour les riches, une pour les autres.

Les socialistes proposent

- **Contre la suppression de la carte scolaire, nous voulons une école de la mixité sociale.**
- **Moduler fortement le nombre d'élèves par classe en fonction des situations pour donner leur chance à tous les élèves.**
- **Pour relancer l'ascenseur social, entre 5 et 10% des élèves de tous les lycées doivent avoir accès aux filières d'excellence.**

L'Université et la recherche au pain sec

La promesse

« L'enseignement supérieur et la recherche seront pour moi une priorité absolue. Leurs moyens seront portés au même niveau que dans les pays les plus en pointe sur le sujet » (Projet présidentiel)

La réalité

- 450 millions d'euros de crédits de la recherche et de l'enseignement supérieur ont été annulés en 2008.
- Avant l'annonce du gel des suppressions de postes sous la pression de la mobilisation du monde universitaire, le gouvernement avait prévu la disparition de 1000 postes en 2009.
- Les projets de réforme successifs ont provoqué une mobilisation sans précédent des enseignants-chercheurs : le métier d'enseignant-chercheur est fragilisé, la loi sur les universités présidentialise le fonctionnement au mépris de l'évaluation scientifique par les pairs.
- La recherche fondamentale et pluridisciplinaire n'est décidément pas la priorité du gouvernement. L'objectif de 3% du PIB accordé à la recherche est hors d'atteinte depuis bientôt deux ans. Les suppressions d'emplois scientifiques se poursuivent tandis que la place et les missions des organismes publics sont fortement menacées.

Les socialistes proposent

- Porter à 3% du PIB en cinq ans notre financement de la recherche.
- Revaloriser le statut d'enseignant-chercheur pour pérenniser l'excellence de notre Université et de notre recherche.
- Relance la démocratisation de l'enseignement supérieur par un meilleur encadrement des étudiants et le rapprochement entre les universités et les grandes écoles.

Banlieues : stigmatisation maximale mais moyens minimaux

La promesse

« Je consacrerai beaucoup d'argent aux banlieues, dans l'éducation, la formation, la rénovation urbaine, les services publics, les transports, l'activité économique. » (projet présidentiel)

La réalité

- La politique du gouvernement a considérablement aggravé la situation des banlieues, à travers les ponctions de pouvoir d'achat, l'abandon de la police de proximité, la suppression des emplois-jeunes, la faiblesse historique de constructions de logements sociaux, la fragilisation de l'école ou encore les atteintes à la laïcité.
- Le plan « Espoir Banlieues » est homéopathique. Composé de mesurées en direction des jeunes, il n'est en fait qu'un recyclage de recettes des plans banlieues précédents, parfois supprimées par la droite elle-même. Son financement issu d'un recyclage de crédits (contrats de ville, Grenelle de l'environnement, collectivités locales), alors que le budget du ministère de la ville a baissé de 12% en 2008.
- L'absence de mesures concrètes pour le plus grand nombre conduit à stigmatiser encore plus les 750 quartiers concernés, leurs 5 millions d'habitants, voire à laisser penser que la solution n'est plus dans la République et la démocratie.

Des miettes pour les jeunes

La promesse

« Mon objectif est de contrecarrer les effets de la crise, pour que les jeunes n'en souffrent pas. » (Jouy-le-Moutier, 24 avril 2009)

La réalité

- Depuis 2002, la droite a régulièrement réduit le périmètre des emplois aidés, à commencer par les emplois jeunes qui ont été totalement supprimés, alors qu'ils avaient fait la preuve de leur efficacité pour l'insertion. Dans le budget 2009, le gouvernement a retiré 200 millions d'euros au budget des contrats de professionnalisation. Le résultat est connu : le chômage des jeunes a progressé de 35% en un an.
- Le 24 avril 2009, N. Sarkozy a annoncé de nouvelles mesures. En réalité, l'essentiel de ces annonces consiste à rétablir des dispositifs ou des crédits qu'il avait lui-même supprimés.
- D'autres mesures risquent même d'entraîner de graves effets pervers. Les primes concernant les stagiaires, l'apprentissage ou les contrats de formation constituent un formidable effet d'aubaine pour les entreprises. Au lieu d'embaucher les jeunes en CDI, elles les prendront en stage ou en formation.

Les socialistes proposent

- la création de 100 000 emplois jeunes dans les collectivités territoriales et le secteur associatif.
- l'ouverture de 50 000 contrats insertion-formation : ce sont des contrats aidés couplés à une vraie formation, dans le domaine choisi par le bénéficiaire.
- la création d'une allocation « formation-rebond » permettant aux jeunes sortant d'une scolarité sans diplôme de reprendre une formation dans un cadre différent.
- la prolongation automatique de 6 mois de l'indemnisation chômage pour les jeunes après la rupture d'un contrat d'intérim ou d'un CDD (coût pris en charge par l'Etat).

Une logique de privatisation des retraites

La promesse

« J'ai pris deux engagements très clairs et je tiendrai tous mes engagements : revaloriser le minimum vieillesse et porter de 54% à 60% le taux des pensions de réversion sur la durée du quinquennat. » (2 avril 2008)

La réalité

- Le niveau du minimum vieillesse s'établit à 15% en dessous du seuil de pauvreté.
- Loin d'atteindre les 25% promis, la revalorisation du minimum vieillesse se limitera à 6,9% et ne concernera que les veufs et les célibataires.
- En dépit des promesses électorales, 50% des retraités (soit 7 millions de personnes) perçoivent moins que le SMIC.
- L'augmentation programmée de la durée de cotisation pour accéder à une retraite à taux plein conduira à une nouvelle baisse structurelle du niveau des pensions compte tenu de la fragilité des carrières et trajectoires professionnelles. Ce choix est totalement irresponsable.
- Cela se révèle aussi incohérent au regard de la faiblesse du taux d'activité des salariés âgés de 55 ans (38 %), qui connaissent déjà de grandes difficultés pour travailler normalement jusqu'à 60 ans. A quoi cela sert-il d'augmenter la durée de cotisation si les seniors sont mis d'office au chômage ?
- En réalité, la baisse tendancielle des pensions relève d'une stratégie concertée. Tout est fait pour encourager l'épargne retraite privée et, à l'inverse, pour réduire les versements liés aux systèmes de retraites collectifs. C'est une véritable logique de privatisation des retraites.

Les socialistes proposent

- Une aide immédiate au pouvoir d'achat de 500 euros pour le minimum vieillesse.
- Une indexation des retraites sur l'évolution du salaire moyen pour enrayer la spirale de la baisse continue des pensions depuis 2002.
- Des mesures fortes pour réduire le chômage de plus de 50 ans.
- La consolidation du système de retraites par répartition.

Les services publics attaqués

La promesse

« Je crois résolument dans le service public, à son rôle pour l'égalité des chances. C'est pourquoi il est essentiel d'assurer sa présence dans les quartiers en difficulté, en milieu rural, outre-mer. » (projet présidentiel)

La réalité

- Le projet de changement du statut de la Poste, en pleine crise financière, montre le dogmatisme du pouvoir. Il va générer l'abandon des missions de service public et conduire à la suppression supplémentaire de bureaux. Il risque de susciter une inégalité territoriale accrue et une accélération de la désertification.
- Les entreprises publiques comme EDF et GDF sont déstabilisées par l'externalisation de l'activité et la remise en cause de leur présence sur le territoire. C'est une logique de rupture avec ce qui a fait la force de ces entreprises et qui leur permet de répondre avec efficacité lors de catastrophes naturelles.
- La suppression, sans concertation, de nombreux tribunaux d'instance et le remodelage de la carte militaire, selon la même méthode, vont dans le même sens. Pour de nombreux territoires ruraux ou enclavés, c'est la relégation garantie.
- La mise en place du Pôle emploi conduit à une déstabilisation sans précédent du service public de l'emploi. Complètement submergé faute de moyens à la hauteur de sa tâche, il est obligé de faire appel à des opérateurs privés, au mépris de l'efficacité. La sous-traitance coûte très cher : là où le traitement d'un chômeur revient à 800 euros par personne avec une prise en charge par le Pôle emploi, ce coût peut monter jusqu'à 4 000 euros avec certains opérateurs privés.
- Pour la droite, l'emploi public est toujours l'ennemi, alors que le chômage s'envole et que l'hémorragie d'emplois dans le secteur privé marchand bat tous les records. Les suppressions de 30 000 emplois dans la fonction publique correspondent à un dogme ultra libéral totalement inepte compte tenu de l'ampleur de la crise sociale.

Les socialistes proposent

- **Le retrait du projet de privatisation de la Poste et le rejet de tout changement de statut.**
- **Une charte européenne sanctuarisant les services publics, pour que plus jamais l'Europe puisse conduire ou servir de prétexte à une remise en cause des services publics.**
- **La création d'un authentique service public de l'emploi disposant des moyens nécessaires au service des Français.**

Droit au logement opposable : un leurre

La promesse

« Je veux que le droit au logement soit opposable devant les tribunaux, afin que les pouvoirs publics soient obligés d'agir pour assurer la construction d'assez de logements dans toute la gamme des besoins » (Projet présidentiel)

La réalité

- La loi DALO (Droit au logement opposable) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008, mais faute de moyens pour construire de nouveaux logements, ce droit reste virtuel. Seuls 250 millions d'euros avaient été initialement débloqués pour sa mise en œuvre, là où il faudrait 1,7 milliard d'euros. Il manque en France plus de 500 000 logements pour répondre aux besoins.
- En 2009, le budget affecté au logement et à la ville enregistre une baisse record de 6,9%, avec un total de 7,64 milliards d'euros.
- Le projet de loi Boutin remet en cause toute la politique du logement : révision de la Dotation de Solidarité Urbaine, rachat de logements construits par des promoteurs privés ou encore détournement des fonds collectés par le livret A. Ce texte entérine tout simplement une conception ultralibérale du logement, marchandise ordinaire. Fidèle à la « France de propriétaires » voulu par le candidat Sarkozy et son incitation irresponsable à l'endettement des ménages, ce texte ne tire pas les conséquences de la crise des « subprimes ».
- Résultat : la situation ne devrait pas s'améliorer pour les 4 millions de Français qui sont mal logés. Rappelons que 30% des sans domicile fixe sont des salariés qui n'ont plus les moyens de se loger.

Les socialistes proposent

- La revalorisation immédiate des allocations logement de 10%.
 - La mise en chantier dans les deux ans de 300.000 logements sociaux.
 - Un plan de rénovation écologique et d'isolation des logements.
 - La multiplication par 5 des pénalités devant être payées à l'Etat par les communes ne respectant pas l'obligation de proposer 20% de logements sociaux (loi SRU).
- Ces mesures représentent un effort global de 5 milliards d'Euros.

La laïcité remise en cause

La promesse

« La laïcité, l'égalité entre la femme et l'homme, la liberté de conscience sont des principes avec lesquels je ne transigerai jamais. » (Projet présidentiel de N. Sarkozy)

« Si je suis président de la République je combattrai le communautarisme parce que c'est la négation de la République. » (Zénith, mars 2007)

La réalité

- N. Sarkozy propose une laïcité qualifiée de « positive », ce qui revient ni plus ni moins à rompre avec la logique de séparation stricte entre Etat et religion.
- Il pratique lui-même ce brouillage dans ses discours, en rendant hommage à la religion. « Les racines de la France sont essentiellement chrétiennes. [...] J'assume pleinement le passé de la France et ce lien si particulier qui a si longtemps uni notre nation à l'Eglise. [...] Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur » (Discours de Saint-Jean-de-Latran, décembre 2007)
- L'accord du 18 décembre 2008 prévoit la reconnaissance pleine et entière des diplômes délivrés par l'enseignement catholique, au mépris du monopole des diplômes qu'avait l'Etat depuis 1880.
- L'enseignement privé confessionnel est encouragé par le gouvernement.

La sécurité : un autre échec de Nicolas Sarkozy

La promesse

« La délinquance générale doit continuer de baisser de 5% sur les deux années à venir. » (29 novembre 2007)

Les erreurs

- En matière de sécurité, M. Sarkozy s'agite beaucoup, mais ses réformes sont inefficaces. Depuis 2002, il a multiplié les nouvelles lois (23 au total) pour alourdir les sanctions. Mais la multiplication des lois n'a jamais fait diminuer la délinquance. Ce qui compte, c'est leur application effective. Or, M. Sarkozy a retiré la police du terrain (suppression de la police de proximité) et il a diminué les effectifs de police (10 000 policiers manqueront d'ici à 2012).
- Il a conduit les forces de l'ordre à se concentrer sur le court terme et des opérations médiatiques au détriment des opérations à long terme et de la prévention, pourtant plus que jamais nécessaire face au développement de la violence « réactive ».

Les résultats

- Selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur, les atteintes aux personnes ont augmenté de plus de 23% depuis 2002. Sur la seule année 2008, les vols à main armée ont progressé de 17% et les braquages des commerces de proximité de 29%.
- Quand on attaque les services publics et que l'on réduit les solidarités collectives, quand les individus sont abandonnés à eux-mêmes, on récolte une société plus violente et moins respectueuse des autres.
- L'augmentation de la violence est symptomatique de la « société Sarkozy », la société issue de la politique de Nicolas Sarkozy, c'est-à-dire d'une société devenue plus dure parce que plus individualiste, plus inégalitaire et moins solidaire.

Les socialistes proposent

- **Le rétablissement de la police de proximité pour que les forces de l'ordre soient réellement présentes sur le terrain.**
- **Des moyens dignes de ce nom accordés à la police d'investigation pour lui permettre d'assurer ses missions.**
- **Le rétablissement d'une vraie politique de prévention menée avec les associations.**

Les libertés publiques bafouées

La promesse

« Si nous voulons une société de liberté, si nous voulons contribuer à faire de nos enfants des hommes libres, si nous voulons former des âmes libres, il nous faut protéger et encourager la liberté. » (Caen, 9 mars 2007)

La réalité

- En 2008, près de 1% de la population a été placée en garde à vue. Cela représente 67% d'augmentation depuis 2001 et le retour de la droite. C'est la traduction concrète d'une politique hyper-répressive et inefficace, puisque dans le même temps, les chiffres de la délinquance ne montrent aucune amélioration probante.

- En janvier 2009, des notes internes de la Police nationale fixant des objectifs chiffrés d'arrestations sont rendues publiques dans deux villes de France. Les consignes sont précises : par exemple, la brigade de jour de Châlons-en-Champagne doit « procéder à 65 interpellations ». Est-ce à dire qu'elle doit les inventer si elle n'a pas son quota ?

- Avec la loi sur le téléchargement illégal, le gouvernement fait peser une menace très forte sur le droit des internautes (comme l'a rappelé le Parlement européen) sans apporter de solution au problème du financement de la création artistique. C'est une loi de criminalisation, inapplicable à grande échelle, qui va simplement conduire à des peines arbitraires pour les quelques malchanceux qui vont tomber dans les mailles du filet.

- En un an, de 2007 à 2008, le nombre de fichiers de police est passé de 34 à 45 (+30%). Douze autres fichiers seraient en préparation. Cette multiplication des fichiers de police, hors de tout contrôle, soulève de nombreuses questions quant à leur compatibilité avec les libertés fondamentales.

Immigration : la politique de l'inhumanité

La promesse

« Il faut de l'humanité et pas simplement de la fermeté et c'est pour ça que j'ai donné des instructions précises aux préfets d'examiner les cas un par un. » (3 juillet 2006)

La réalité

- La politique du chiffre est une réalité, comme en témoigne une circulaire interne destinée aux groupements de gendarmerie : « Afin de tenir l'objectif, le rythme de deux interpellations par semaine doit être respecté par le groupement ».
- La politique du chiffre en matière d'immigration et de reconduites aux frontières, a pour effet de placer notre pays en position délicate sur le terrain des Droits de l'Homme. Bien loin d'une politique de gestion apaisée et à long terme de l'immigration, N. Sarkozy privilégie les coups d'éclat qui ne règlent rien. Ce fut le cas avec la fermeture du centre de Sangatte en décembre 2002. Depuis, près de 800 immigrés clandestins patientent dans le bois de Sangatte. Le résultat, ce sont des situations humaines et sanitaires encore dégradées.
- Depuis 2003, les multiples lois sur l'immigration ont fait basculer toujours plus de personnes dans l'irrégularité. Loin de régler quoi que ce soit, cette politique ne fait que gonfler le nombre de sans-papiers en France, qui seraient entre 200 000 et 400 000.
- La création du Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale traduit la volonté de traiter l'immigration comme un problème pour l'identité nationale. « Ce rapprochement s'inscrit dans la trame d'un discours stigmatisant l'immigration et dans la tradition d'un nationalisme fondé sur la méfiance et l'hostilité aux étrangers » (Communiqué de huit historiens, 18 mai 2007). Il s'éloigne de la tradition française d'une nation qui s'est largement construite à partir d'une immigration importante.

Les socialistes proposent

- Des accords négociés de codéveloppement avec les pays d'origine.
- Une politique de régularisation ouverte, fondée sur des critères clairs et explicites, reconnaissant ceux qui sont ici depuis longtemps et qui font la preuve de leur insertion.
- Une politique de l'immigration humaine, fondée sur un juste équilibre entre famille, travail et asile.

La justice reprise en main et les prisons abandonnées

La promesse

« Je veillerai rigoureusement à l'indépendance de la justice, notamment en lui donnant les moyens nécessaires à sa mission. » (Projet présidentiel)

La réalité

- La pratique des instructions individuelles adressées par le Garde de Sceaux aux procureurs, supprimée entre 1997 et 2002, a été rétablie par la droite. Cela s'oppose directement au principe de séparation des pouvoirs.
- La réforme annoncée du juge d'instruction risque de renforcer le rôle du parquet, en particulier dans toutes les affaires sensibles, sans que soit établie une réelle responsabilité des magistrats. C'est un retour en arrière sans précédent.
- La réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008 a permis de politiser la composition du Conseil Supérieur de la Magistrature. Le pouvoir exécutif a désormais une place prépondérante dans la nomination des magistrats aux postes les plus importants.
- Le nombre de suicides en prison a augmenté de 20% en 2008. Ce phénomène touche aussi les gardiens et traduit la situation scandaleuse de notre système pénitentiaire. Cela confirme de façon sinistre la souffrance psychologique massive dans les prisons françaises.
- C'est une des conséquences de la politique pénale qui conduit à une surpopulation sans précédent des prisons françaises. L'instauration des peines plancher et la systématisation de l'incarcération comme réponse pénale unique aux actes de délinquance, sans amélioration des conditions carcérales et sans réflexion sur les peines alternatives, conduit à une situation intenable et totalement inhumaine.

Les socialistes proposent

- **Le rétablissement de l'indépendance de la magistrature.**
- **Le développement des alternatives à l'incarcération pour lutter contre la surpopulation carcérale.**
- **Donner les moyens à l'administration pénitentiaire de faire son travail en augmentant le nombre des juges d'application des peines, en augmentant les moyens des services d'insertion et de probation (SPIP), en augmentant les personnels pénitentiaires.**

Les contre-pouvoirs bâillonnés

La promesse

« Je renforcerai les pouvoirs [du Parlement], notamment de l'opposition, parce que je ne veux pas gouverner seul et que je pense qu'une démocratie se protège des risques de dérive lorsqu'elle est capable d'organiser et d'accepter ses propres contre-pouvoirs. » (Projet présidentiel)

La réalité

- La réforme constitutionnelle permet au chef de l'État d'intervenir directement devant le Parlement, dans une démarche de confusion des pouvoirs. Elle réduit la capacité de liberté d'amendement du Parlement, en particulier pour l'opposition.
- Les manœuvres engagées à la faveur du projet de redécoupage électoral traduisent une volonté de réduire les chances d'alternance démocratiques et d'acaparier durablement le pouvoir. En l'état, le projet de redécoupage aboutirait à faire basculer 28 circonscriptions en faveur de la droite.
- Cette attitude rejoint celle consistant à ignorer toute critique, toute divergence. Le système de Nicolas Sarkozy repose sur le refus de toute forme de contre-pouvoir, et sur le mépris des corps intermédiaires.
- La main mise sur les médias s'opère à travers la confusion des rôles, la concentration et l'imbrication des pouvoirs entre groupes financiers, groupes de presse, groupes industriels, lobbies divers, qui prospèrent et vivent largement de commandes publiques. Danièle Giazzi (Secrétaire nationale de l'UMP en charge des entreprises) a proposé explicitement l'abandon des seuils anti-concentration. Cela traduit une volonté claire d'accélérer la mise sous contrôle des médias. Les témoignages de journalistes ayant subi des pressions ont été nombreux depuis mi-2007.
- L'audiovisuel public est mis sous tutelle du pouvoir. Son Président est désormais nommé directement par N. Sarkozy. Avec la fin de la publicité, les chaînes publiques dépendront dorénavant uniquement du gouvernement pour leur financement. C'est une véritable mise sous tutelle financière qui rend possibles toutes les pressions politiques.

Les socialistes proposent

- **Le rétablissement de l'équilibre des pouvoirs avec un Parlement respecté et capable de contrôler effectivement l'action du gouvernement.**
- **Une meilleure transparence, à travers une réforme du mode de nomination des organes de régulation démocratique – CSA, CSM, Conseil constitutionnel... –, un réel contrôle par le parlement des nominations de hauts fonctionnaires.**
- **Une réforme des règles applicables aux groupes de presse et aux médias audiovisuels pour garantir leur indépendance vis-à-vis des puissances de l'argent.**

Les collectivités territoriales étouffées pour des raisons politiques

La promesse

« On ne peut pas continuer à porter sur la France un tel empilement d'appareils administratifs qui, chacun, prélèvent leur propre contribution fiscale sur le dos de ceux qui travaillent. » (Vienne, 26 juin 2008)

La réalité

- N. Sarkozy manie la démagogie anti-collectivités territoriales. Mais la réalité est bien loin de ce qu'il affirme. Alors que les collectivités perçoivent à peine 13% des prélèvements obligatoires en France, elles réalisent plus de 73% des investissements publics. Une récente étude menée par un cabinet indépendant montre que la suppression d'un échelon n'apporterait quasiment aucune économie de fonctionnement. L'essentiel des dépenses des collectivités va directement au service des populations. Contrairement à ce que prétend N. Sarkozy, il y a trois niveaux de gouvernance (communes, départements/provinces, régions) dans la plupart des pays d'Europe. La France n'est en rien une exception.

- Si les collectivités connaissent des difficultés, c'est principalement à cause des transferts de charges non compensés de la part de l'Etat. A titre d'exemple, on évalue à quelque 1,5 milliard la dette que l'Etat a contractée envers les départements pour la mise en œuvre du RMI depuis 2004. La suppression de la taxe professionnelle représenterait un manque à gagner supplémentaire de 22,2 milliards d'euros.

- La stratégie de M. Sarkozy est claire. Il veut stigmatiser et étouffer les collectivités majoritairement dirigées par la gauche. Il veut affaiblir les contre-pouvoirs locaux qui lui échappent encore. Sa stratégie contre les collectivités ne répond qu'à un impératif politicien.

Les socialistes proposent

- Renforcer la péréquation entre les collectivités pour garantir l'égalité entre tous les territoires.
- Inscrire dans la loi l'obligation de compensation intégrale des transferts de charges par l'Etat.
- Achever la carte des intercommunalités et clarifier leurs relations avec les communes.

Le bilan bien mince de la présidence française de l'Union européenne

La promesse

«Je veux que la France donne l'exemple. Je veux qu'elle soit de nouveau en Europe une force de proposition et une force d'entraînement.» (10 février 2008)

« Je réhabiliterai la préférence communautaire, c'est-à-dire le droit pour l'Europe, lorsque c'est son intérêt, notamment à l'OMC, de préférer et donc de protéger ses produits, ses entreprises, ses marchés. » (Projet présidentiel)

La réalité

- La présidence française a connu au moins un succès, celui de la communication. M. Sarkozy est le champion d'Europe de l'agitation. Mais s'il a beaucoup fait parler, c'est surtout de lui et moins de ses résultats. Rarement on aura vécu pareil abîme entre les annonces et les résultats.

- M. Sarkozy a renversé la position française et apporté son soutien à la directive permettant de porter le temps de travail hebdomadaire à 65h. Concrètement, cela veut dire 8h – 19h du lundi au samedi inclus, sans pause-déjeuner qui (merci la droite) n'est plus comptée dans le temps de travail.

- La crise en Géorgie ? La médiation française a permis à la Russie d'obtenir la confirmation de l'annexion de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Pour la Géorgie, c'est la fin de son intégrité territoriale. Pour elle, le cessez-le-feu n'a rien réglé, les violences restent chroniques et les milices se multiplient. Tellement désireux de se mettre sur le devant de la scène, N. Sarkozy a capitulé sur toute la ligne devant les exigences de M. Poutine.

- Le plan carbone : il est dépassé avant même d'être signé. L'unique objectif de Nicolas Sarkozy a été de rechercher un accord à tout prix, avant la fin de sa présidence de l'Union européenne, sans se soucier de la qualité et du niveau d'ambition de celui-ci. Les concessions faites aux uns et autres pour y parvenir ont très largement vidé de sa substance l'accord. Un exemple : l'objectif de réduction des émissions de CO₂ de 20% pour 2020 pourra être atteint en très grande majorité en dehors du territoire européen, par l'achat de crédits de compensation. La réduction des émissions sur le sol européen entre aujourd'hui et 2020 pourrait ainsi être de seulement 4%. Le diable est dans les détails !

- Quant à la réaction à la crise financière, c'est beaucoup de bruit pour rien. M. Sarkozy s'est totalement aligné sur la position de M. Barroso qui, tout à ses convictions libérales, ne voulait absolument pas d'un plan de relance européen. La France a obtenu une simple coordination non-contraignante des plans de relance nationaux, sans aucun objectif chiffré. Majoritaire en Europe, la droite s'est contentée de mini-actions nationales non coordonnées : seuls 15 % des 200 milliards d'euros engagés en Europe contre la crise relèvent d'une véritable action communautaire.

- L'arrivée de N. Sarkozy au pouvoir en France a entraîné un basculement historique. La France est désormais généralement du côté des pays libéraux, alors qu'elle avait traditionnellement une position en faveur de l'Europe sociale. M. Sarkozy a beau appeler de ses vœux l'Europe sociale quand il est en France, lui ou ses représentants font le contraire à Bruxelles.

Elections européennes
Les socialistes français et européens proposent

- Une directive pour un vrai plan de relance européen, avec des investissements massifs dans la croissance verte et les emplois verts.
- Un pacte européen pour l'emploi et le progrès social, qui fera primer le droit des travailleurs sur celui des actionnaires et des spéculateurs et qui protégera les Européens de toute régression sociale.
 - Une directive régulant vraiment les marchés financiers et couvrant tous les domaines de l'activité des acteurs financiers, y compris les fonds spéculatifs et les paradis fiscaux.
 - Le juste échange plutôt que le libre échange pour mettre un terme au dumping fiscal et environnemental.

L'effondrement de l'aide au développement

La promesse

« Je veux lancer à tous les Africains un appel fraternel pour leur dire que nous voulons les aider à vaincre la maladie, la famine, la pauvreté et à vivre en paix. » (6 mai 2007)

La réalité

- Malgré les engagements présidentiels de faire de l'Afrique une priorité dans la politique de coopération, la France ne sera pas en mesure de respecter ses promesses.
- Pour la première fois depuis l'an 2000, le montant de l'aide publique au développement (APD) française a reculé en 2007. Selon l'OCDE, l'APD française est passée de 0,47% du RNB à 0,39% du RNB.
- Pour le gouvernement français, l'aide au développement est envisagée principalement selon une grille de lecture étroite : contrôle de l'immigration, lutte contre le terrorisme, promotion des intérêts commerciaux et du rayonnement culturel français. Sans vision pour sa coopération, le gouvernement français met de côté le développement social et tire un trait sur les efforts entrepris ces dernières années pour lutter contre la pauvreté en Afrique et rendre l'aide plus efficace.

Les socialistes proposent

- De porter le montant de notre aide publique au développement à 0,7% à l'horizon 2015, comme la France s'y est engagée dans le cadre européen.
- Des contrats de développement négociés axés sur l'éducation et la santé, le micro-crédit, et la mobilisation des élites qualifiées des diasporas.

L'atlantisme en guise de diplomatie

La promesse

« Notre fierté repose sur la vocation particulière de la France dans le monde. Je ne transigerai pas avec les valeurs de notre pays, son indépendance et ses alliances. Je souhaite que la France pèse sur la scène mondiale et assume sa responsabilité dans la gestion des conflits mondiaux. [...] Je ne passerai jamais sous silence les atteintes aux droits de l'homme au nom de nos intérêts économiques. Je défendrai les droits de l'homme partout où ils sont méconnus ou menacés et je les mettrai au service de la défense des droits des femmes. »

La réalité

- Juste après son élection, M. Sarkozy s'est précipité auprès de M. Bush comme pour s'excuser de la position française sur la guerre en Irak.
- Il a engagé le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN sans contrepartie acceptable. Il met ainsi en danger la position particulière de la France qui lui a permis depuis 1966 d'être un pays écouté et respecté. En outre, ce retour s'effectue dans un contexte où 60 ans après sa création, les objectifs et le mode de gouvernance de l'OTAN ne sont pas clarifiés. Cette décision ne s'accompagne d'aucune avancée de l'Europe de la Défense, pourtant annoncée comme priorité de la Présidence française de l'Union européenne.
- En prononçant à Dakar ces quelques mots : « le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire », N. Sarkozy a insulté tous les Africains. Il a réactivé un des pires clichés sur l'Afrique. Il a aussi compromis la position de la France en Afrique. C'est indéfendable et indigne de la part du président de la République française.
- À de nombreuses occasions, en Tunisie en avril 2008 ou face à la Chine, N. Sarkozy a minimisé les problèmes liés aux Droits de l'Homme. Alors que d'autres – notamment Angela Merkel – ont une position claire et acceptée des Chinois, M. Sarkozy a « craqué » face aux pressions de Pékin.